

## Recherches sociographiques



Jean-Jacques SIMARD, *La longue marche des technocrates*

Gabriel Gagnon

---

Volume 22, numéro 3, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055956ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055956ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce compte rendu

Gagnon, G. (1981). Compte rendu de [Jean-Jacques SIMARD, *La longue marche des technocrates*]. *Recherches sociographiques*, 22(3), 417–419.  
<https://doi.org/10.7202/055956ar>

représentent qu'un quart des administrateurs externes. De ce point de vue, il n'y a pas de véritable bourgeoisie d'État, et c'est la bourgeoisie intérieure qui semble contrôler ces sociétés. Ce qui frappe aussi, c'est la faible cohérence menant à la création des sociétés d'État: consolidation des bourgeoisies régionales, lutte contre le développement inégal, accroissement du contrôle canadien de l'économie ou tout simplement, comme la Banque du Canada, instrument habituel de la politique économique. Il n'y a donc pas de politique systématique, ni unique, sous-jacente à la création de ces sociétés; leur date de création en témoigne.

Le dernier chapitre est consacré à la fraction *compradore*, à partir de l'analyse du groupe des cent trente sociétés étrangères dont les actifs dépassent cent millions de dollars. Niosi cherche d'abord à établir le type et le mode de contrôle des filiales en remontant jusqu'à la maison-mère, ce qui lui donne l'occasion de critiquer les thèses sur le contrôle bancaire et financier de l'industrie américaine et de nuancer une fois de plus la théorie du contrôle interne. C'est dans les mines et la fabrication, on le sait, que le capital étranger est dominant. Pour Niosi, cette division du travail est la condition d'alliance entre la bourgeoisie intérieure et la bourgeoisie *compradore*. Cette alliance cependant est conflictuelle à cause du regain du nationalisme économique qui a enclenché une politique de rachat par les Canadiens de leur économie et donc, selon l'auteur, un déclin important de la bourgeoisie *compradore*. Les ponts existent cependant entre les deux fractions qui utilisent d'ailleurs le même groupe d'intellectuels organiques (les conseillers) sur leurs conseils d'administration.

Ce bref compte rendu indique, sans en refléter toute la richesse, la diversité et l'intérêt des thèmes abordés dans cet ouvrage stimulant. On pourrait évidemment discuter de la non inclusion très artificielle des conseillers au sein de la bourgeoisie entendue ici dans un sens trop étroitement économique. Ceci aurait dû être débattu sérieusement à propos de l'ouvrage sur le contrôle financier du capitalisme canadien. Liée à la définition et à la description de la bourgeoisie, la méthode utilisée prêterait aussi à discussion: peu éloignée en cela des études en termes d'élite, elle se concentre généralement sur les très grandes compagnies publiques. Par ailleurs, dans son analyse du rachat de l'économie canadienne, Niosi, tout en pointant une réalité nouvelle, ne me paraît pas pousser assez sa démonstration sur la base d'une analyse sectorielle détaillée, y compris par branches d'industrie. Il minimise peut-être trop l'importance stratégique du secteur industriel, où se trouvent concentrés les contrôles étrangers, pour affirmer la puissance de la bourgeoisie intérieure, indéniable par ailleurs. Il n'explique pas non plus comment, malgré un déclin des actifs étrangers, la part des ventes des entreprises étrangères a pu se maintenir et leur part des bénéfices augmenter. On n'oubliera pas non plus que les immobilisations des entreprises étrangères au Canada devaient, selon Statistique Canada, augmenter en 1981 trois fois plus rapidement que celles des sociétés canadiennes cette même année. Comme on le voit, il y a là plus éléments de débats que défauts majeurs, et c'est ce qui contribue à donner tout son intérêt à ce livre clair, bien écrit, très documenté et qui fait faire un pas important dans la connaissance des classes dirigeantes au Canada.

Arnaud SALES

*Département de sociologie,  
Université de Montréal.*

Jean-Jacques SIMARD, *La longue marche des technocrates*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979, 200p.

Voici enfin une sociologie qui nous interpelle vraiment, aussi éloignée du pédantisme abstrait que de la manie quantophrénique. Pour analyser les luttes idéologiques et politiques qui ont affecté le processus de développement régional en cours au Québec depuis 1960, Simard part de vingt-trois entrevues réalisées sur le terrain en 1972: ce matériel viendra appuyer un certain nombre

d'hypothèses théoriques mais surtout servir d'illustration à une critique virulente de la société cybernétique et technocratique issue d'une certaine « révolution tranquille ». Il est malheureux, cependant, que des erreurs typographiques vraiment trop nombreuses viennent souvent gêner notre plaisir.

Le premier chapitre, qui en fournit le titre, m'apparaît le meilleur du livre. Dans un style percutant et inimitable, l'auteur résume en trente pages ce que beaucoup d'autres ont tenté d'écrire avec moins de succès sur le véritable caractère de la modernisation récente du Québec : une tentative de la part d'une classe technocratique en formation pour « rejoindre le chenail principal creusé par la civilisation américaine et le capitalisme occidental » (p.44). L'analyse s'arrête en 1976, où la prise du pouvoir par le Parti québécois constituerait le point culminant de ce mouvement. « Nos fils croiront avoir de l'imagination ; ils n'auront que des réminiscences » conclut Simard, s'aidant du Comte Henri de Saint-Simon.

Dans le reste du livre, le propos se concrétise, cherchant dans les avatars des politiques de développement régional les aventures des technocrates québécois et de leurs adversaires et alliés : le théoricien et le prophète ne sont jamais loin, les entrevues demeurant presque toujours pour l'auteur prétexte ou illustration pointilliste plutôt qu'élément intégré de l'argumentation.

Le second chapitre s'attaque à l'idéologie du B.A.E.Q. qui, de 1963 à 1966, fut à la fois le microcosme et le ferment de la pensée technocratique au Québec. L'analyse demeure ici superficielle même si elle indique bien les limites de la « société de participation » conçue par les aménagistes pour camoufler leur idéologie rationalisante basée sur la primauté de l'État et de la science. Un travail actuellement en cours à l'Université du Québec à Rimouski, sous la direction de Hugues Dionne, devrait bientôt permettre de dépasser la perception unitaire et manichéenne du B.A.E.Q. proposée ici, en montrant comment ses activités furent affectées par de nombreux conflits internes et comment ses membres se sont retrouvés ensuite autant du côté des mouvements sociaux les plus radicaux qu'au sommet de l'appareil gouvernemental.

La « bataille du développement régional » (chapitre III) illustre, à partir d'une bonne documentation, les conflits entre technocrates et élites économiques locales attisés par l'extension, à la suite des travaux du B.A.E.Q., des Missions régionales et des Conseils régionaux de développement à l'ensemble du territoire québécois. Ce qui était présenté comme une opération neutre et rationnelle devint rapidement un enjeu politique obligeant les principaux protagonistes (technocrates, élites libérales, communautés de base) à révéler leurs intérêts, leurs idéologies ou leurs utopies.

Les deux derniers chapitres (« Critique de l'ordre nouveau technocratique » et « Le contre-projet : la communauté auto-déterministe ») retournent aux entrevues pour mieux cerner le point de vue des groupes dominés des régions périphériques, d'abord dans leur opposition à la société existante puis dans leur construction d'un monde idéal. Les interlocuteurs de Simard, même s'il a beaucoup de difficulté à leur laisser vraiment la parole, semblent bien plus affectés par les manipulations discrètes des technocrates qui les incitent à la participation dépendante que par les phénomènes plus globaux que constituent oppression économique ou domination nationale. L'utopie encore vague qu'ils essaient d'opposer à cette forme de cybernétisation s'en ressent ; centrée sur la communauté territoriale et ses ressources, peu attirée par la définition d'un projet de société global et détaillé, elle perpétue une certaine défense de la tradition et demeure vulnérable à de subtiles récupérations. Comme Simard profite aussi du dernier chapitre pour esquisser sa propre utopie autogestionnaire, qui emprunte beaucoup à l'auteur américain Paul Goodman, il est souvent difficile de la distinguer de celle des militants régionaux. Par ailleurs, s'en tenant au milieu rural, la recherche ne peut assez tenir compte de la dimension nationale et des luttes de classe de type traditionnel qui, à Montréal en particulier, confèrent au mouvement antitechnocratique un visage très différent.

Il faut lire Jean-Jacques Simard si l'on s'intéresse au Québec et si l'on préfère l'autogestion à la technocratie, l'imagination au dogmatisme, la vigueur du style à la rigueur de l'analyse.

Gabriel GAGNON

*Département de sociologie,  
Université de Montréal.*

Nicole LAURIN-FRENETTE et Jean-François LÉONARD (sous la direction de), *L'impasse. Enjeux et perspectives de l'après-référendum*, Montréal, Nouvelle Optique, 1980, 168 p. (« Matériaux », 4.)

C'est maintenant devenu une tradition au Québec à la suite d'un événement important : des intellectuels du pays — journalistes, syndicalistes, universitaires ou autres — s'arrêtent un instant pour réfléchir à la situation et apporter leurs propres éléments d'explication.

Dans ce cas-ci, il s'agissait moins pour les deux directeurs de l'ouvrage, Nicole Laurin-Frenette et Jean-François Léonard, de dégager les enjeux implicites et explicites du référendum de mai 1980 au Québec que de saisir les enjeux et perspectives de l'après-référendum. Pour ce faire, ils ont voulu donner la parole à des gens de gauche, de cette gauche qui a certes été exclue de la campagne référendaire par des règles du jeu contraignantes qui obligeaient les participants à se regrouper sous des comités-parapluie, mais qui s'est aussi exclue par l'ambiguïté de son message et de sa position. D'ailleurs, pour être plus exact, faudrait-il parler plutôt des gauches québécoises, de ses divers messages et de ses positions multiples face à l'événement référendaire et aux nouveaux enjeux qui en découlaient.

Il n'était donc pas question de chercher à exprimer dans ce volume toutes les tendances qui se manifestent au sein de la gauche au Québec, mais de réunir plutôt des gens de gauche aux points de vue aussi variés que possible autour d'un thème commun. Ceux-ci étaient invités à interpréter rétrospectivement leur participation à l'événement référendaire et à exprimer leur réaction à la conjoncture qui en découle. Ils étaient aussi conviés à dégager de cette conjoncture des perspectives sur le changement social, politique et culturel du Québec post-référendaire.

Dans l'ensemble, les différents auteurs n'ont aucune peine à cerner les grandes composantes de « l'impasse » actuelle, mais éprouvent certaines difficultés à s'entendre sur la voie qui permettra de surmonter cette impasse ou d'en sortir. C'est la réconciliation du socialisme et de l'indépendance qui semble poser problème. Plus exactement, si l'on se met d'accord sur la nécessité d'un Québec indépendant et socialiste, on n'y arrive pas nécessairement par les mêmes voies. Ceci n'est d'ailleurs pas indispensable puisque la diversité des options devrait être génératrice d'idées nouvelles, ce qui n'est malheureusement pas le cas dans cet ouvrage.

Ce sont probablement les trois syndicalistes interrogés, André Leclerc, Yvon Charbonneau et Gérald Larose qui s'entendent le mieux pour cerner l'impasse actuelle dans le monde syndical et dégager des perspectives d'avenir. Après avoir fait l'autopsie des luttes menées par les syndicats au cours des années soixante-dix et de la répression politique et judiciaire de cette époque, ils s'attachent à la démobilitation consécutive à cette grande période de luttes qui a aussi coïncidé avec l'arrivée au pouvoir du Parti québécois. À cette démobilitation s'ajoutent des erreurs qui ont été commises par les centrales syndicales face au parti gouvernemental, la C.S.N. sombrant dans un « gauchisme sommaire » et la F.T.Q., dans la complaisance à l'égard du régime en place.

C'est une analyse lucide dans son ensemble qui nous est présentée ici, mais lorsqu'il s'agit de poser les jalons pour guider l'action future du mouvement syndical, on a droit à une reprise des mêmes « solutions magiques » préconisées depuis plus de vingt ans : éducation politique des travailleurs, moyens structurels d'action politique au sein des syndicats, unité syndicale et, enfin,